

Yes we can – differently

Eric
Lavillunière

Lux'09, les 4^e rencontres internationales de la globalisation de la solidarité qui se sont tenues du 22 au 25 avril 2009 au Luxembourg, a réuni environ 700 participants, dont 100 luxembourgeois, 400 européens, 80 africains, 50 nord-américains, 40 latino-américains, 25 asiatiques et 3 australiens. 55 pays étaient représentés dont 14 de l'Europe, 17 de l'Afrique, 10 de l'Asie et 11 de l'Amérique Latine et Caraïbes. Et ce sont aussi 160 bénévoles qui ont apporté leur contribution et 20 stands installés dans le village de l'économie solidaire.

Les 2 séances plénières ont permis de poser de nouveaux jalons pour progresser dans nos objectifs de se poser comme un interlocuteur porteur d'intelligence collective et d'innovations socio-économiques à l'heure où l'on s'acharne, sur fond de crises multiples, à sauver des modèles en perdition. Mais l'économie sociale et solidaire ne pourra peser significativement pour l'avènement d'une nouvelle gouvernance mondiale qu'en s'alliant avec d'autres mouvements de la société civile qui se donnent déjà rendez-vous dans les forums sociaux et commencent à élaborer des alternatives.

Des 13 ateliers participatifs qui se sont déroulés pendant 3 jours est ressortie, sur la base d'expériences concrètes qui se développent sur tous les continents, une multitude de propositions et de plans d'actions. Les prochaines rencontres étant prévues en 2013 aux Philippines, de nombreux événements continentaux devraient se tenir d'ici là.

L'Europe, qui va tenter de bénéficier de la dynamique d'organisation de Lux'09, a le challenge de se structurer en réseau et pourrait organiser une conférence constitutive dans deux ans. Eric Lavillunière pour INEES (Institut européen pour l'économie solidaire) et Christine Gent pour IRIS (Inter-réseau européen des initiatives éthiques et solidaires) sont les nouveaux administrateurs internationaux du RIPESS (Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire).

Au Luxembourg, en pleine campagne électorale, le défi est lancé d'avoir un ministre à l'Economie solidaire dans le futur Gouvernement. Lux'09 a montré la légitimité de ce pays pour initier de nombreux projets et s'intégrer dans la dynamique de mobilisation internationale :

A commencer par la participation au projet de cartographie mondiale des réseaux d'économie sociale et solidaire (atelier 10) qui se veut, sur la base d'une méthodologie participative, un processus d'identification et de mobilisation collectives des réseaux pour se compter mais aussi renforcer le mouvement et lui donner une plus grande visibilité (interne et externe). Cela passe également par le développement de la formation (atelier 0) dans les réseaux mais aussi en dehors pour mieux faire connaître l'économie sociale et solidaire (ESS) dans sa capacité à produire de l'engagement citoyen. C'est ce qu'ont relevé les chercheurs (atelier 8) qui proposent de repenser l'économie au-delà de l'économie de marché, dans une économie plurielle, dans des démarches de recherche-action participative avec des parties prenantes multiples qui pourraient déboucher sur l'élaboration de poli-

© OPE



Eric Lavillunière est le coordinateur général de Lux'09.

tiques publiques co-construites (atelier 1). Cette nouvelle approche de l'action publique nécessite de construire des outils d'évaluation appropriés (nouveaux indicateurs de richesse et de bien-être). Elle demande aussi de mieux prendre en compte le territoire et ses habitants (atelier 7) qui ont été abandonnés par des dizaines d'années de politiques macro-économiques hors-sol et confisqués par des « experts » financiers qui ont également négligé la durabilité de leur modèle. L'efficacité sociétale doit reprendre le pas sur la rentabilité financière (atelier 4). De plus, l'environnement offre un potentiel d'emplois considérable pour peu qu'on arrive à changer de paradigme économique; et cela plus particulièrement dans nos rapports d'échanges Nord/Sud, dans nos façons de produire, de commercer et de consommer (atelier 6) en se préoccupant des impacts sociaux, culturels et environnementaux de toute activité économique.

L'agriculture s'est industrialisée et avec elle les populations ont été abandonnées. L'ESS promeut la souveraineté alimentaire comme base d'un projet de développement soutenable global (atelier 5) et d'accès aux biens communs (atelier 2). La logique du « tout marché » n'assure pas la prospérité. Mais les résistances aux changements sont fortes et imposent de se rassembler dans un grand mouvement social, dans la complémentarité, et plus particulièrement avec les syndicats (atelier 11) avec lesquels on a remis à l'ordre du jour les finalités communes de respect et d'émancipation des travailleuses et des travailleurs. A commencer dans les entreprises solidaires (atelier 3) qui privilégient l'intégration des plus démunis et qui jouent un rôle important pour que chaque être humain trouve sa place dans la société. Leurs besoins en financement impliquent également de repenser toutes les institutions financières et notre rapport au capital qui est avant tout une question culturelle (atelier 12) ! Les outils de financement éthiques et solidaires sont porteurs d'alternatives dans tout le système financier en général et repensent également le rôle de l'argent, notamment dans le développement de monnaies locales dans des économies organisées en réseaux. Cela pose le défi d'inventer de nouveaux outils de management et d'organisation qui sont tous pensés actuellement sur le modèle de la concurrence (atelier 9).

Et donc, il revient à nous-même de nous émanciper de nos modèles culturels de concurrence et de consommation, de réfléchir à notre relation au pouvoir, de consulter notre propre glossaire pour nous comprendre entre peuples de toute la planète et de faire une place plus grande particulièrement aux jeunes, aux femmes et aux populations autochtones pour promouvoir et mettre en œuvre une meilleure gouvernance à tous les échelons, local, national et international (ateliers « one shot »). ♦

Déclaration de Lux'09

Aux citoyennes et citoyens du monde, et particulièrement celles et ceux dont la voix n'est pas entendue, société civile, mouvements sociaux et politiques, praticiennes et praticiens, gouvernements et institutions internationales.

Nous, participantes et participants du mouvement global d'économie solidaire en plein essor, nous nous sommes rencontrés au Luxembourg, du 22 au 25 avril 2009, sous l'égide du RIPESS, affirmons que :

1. Nous sommes au cœur d'une crise sociale et économique globale qui résulte de 30 ans de néolibéralisme ;
2. C'est le plus récent chapitre d'une longue crise qui est maintenant une question de vie ou de mort pour l'humanité et la planète ;
3. L'économie sociale et solidaire en tant qu'alternative au modèle économique néolibéral. Elle crée un horizon d'espoir contre le fatalisme.

L'économie sociale et solidaire est un processus collectif de création. C'est une voie éthique pour un développement inclusif enraciné dans des pratiques concrètes de coopération, de réciprocité, de démocratie participative, de justice sociale et économique, de paix, de pluralité, de diversité culturelle, de créativité, de durabilité, et d'équité Nord-Sud, du genre, ethnique, de classe, d'âge, etc.

Nous nous engageons à :

- Promouvoir et renforcer les réseaux et organisations de l'économie sociale et solidaire ;
- Favoriser la participation des mouvements sociaux et politiques au sein du mouvement d'économie sociale et solidaire ;
- Définir des objectifs concrets : par exemple d'ici 2013, d'arriver à toucher 100 millions de personnes
- Participer à la coproduction de politiques publiques dont l'économie sociale et solidaire a besoin pour jouer un rôle important dans la lutte contre les impacts de la crise mondiale et pour l'égalité des citoyennes et citoyens du monde.

Les 700 participantes et participants des 4^e rencontres de Globalisation de la solidarité, lors de plénières et dix-neuf ateliers, ont démontrés qu'« Une autre économie existe : les innovations de l'économie sociale et solidaire ».

Par tout ce processus collectif et participatif, il est ressorti des échanges de bonnes pratiques et des débats productifs, des propositions innovantes, des engagements et des revendications.